personne ayant l'administration du gouvernement de cette province pour le tems d'alors, pendant les dites trois années, d'avancer et payer aux dits syndics, sur les deniers non affectés, entre les mains du receveur général, une somme de deniers suffisante pour payer la juste moitié de l'achat et érection de telle maison d'école, laquelle somme sera aussi avancée et payée dans la même proportion aux fabriques qui auront aquis un terrain et bâtis une école en vertu des lois existantes ; pourvu que la dite somme n'excédera pour aucune école, la somme de cinquante livres, et ne pourra être payée qu'après que les syndics pour l'achat ou bâtisse de telle école, auront attesté par écrit au gouverneur, lieutenant gouverneur ou à la personne ayant l'administration du gouvernement de cette province, pour le tems d'alors, le prix entier du dit achat et de la dite bâtisse ; et pourvu aussi que les sommes qui seront ainsi payées pour cet objet n'excéderont pas deux mille livres courant par an.

IV. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, que le plus ancien principal officier de milice dans chaque paroisse, seigneurie ou township, convoquera chaque année par avis affiché à la porte de l'église, ou dans d'autres places les plus publiques et les plus fréquentées dans telle paroisse, seigneurie ou township, une assemblée des tenanciers de tels paroisse, seigneurie ou township, à être tenue à un tems et dans un lieu convenables en iceux, et présidé par le plus ancien principal officier de milice présent, pour là procéder à l'élection de cinq personnes propres et convenables pour être syndics, et chargées de mettre à effet le présente acte, et les cinq personnes étant francs-tenanciers, résidant en cette province, et qui seront élues syndics par une majorité de votes à la dite assemblée, seront syndics aux fins de cet acte pour la paroisse, seigneurie ou township où ils auront été élues, et que lors et chaque fois qu'un tel syndic mourra ou résignera sa charge, ou sortira de la province.